

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 424 - Octobre 2025

CONTRE LE PROJET DE BUDGET LECORNU 2

Le 6 novembre,
à 10h30,

JE MANIFESTE

Parvis de la
gare, à Toulon.

sommaire

- Edito **1**

- Congrès de l'USR
- Encore mobilisés
le 2 octobre **2**

- Déclaration de la CGT au
conseil d'administration
de la CPAM du Var
- Appel pour la journée
du 6 novembre **3**

- Le danger des extrêmes-
droites dans le monde
épisode 19
- Adesias,
camarade Theirry **4**

- Le pôle public national
de défense
- Rassemblement
de soutien **5**

- Permanence/Accueil
- Deux importantes
publications de
"La Vie Ouvrière" **6**

édito

STOP OU ENCORE ?

Pour la troisième fois la question est posée mais toujours avec la même politique imposée. Trois premiers ministres, trois gouvernements mais une prévision de budget toujours de même inspiration.

Des économies mais toujours pour les mêmes, partout les services publics sont en manque de moyen, la santé, l'école et ils voudraient encore aggraver la situation avec des coupes dans le budget 2026.

Dans ce contexte et pour essayer de se différencier du macronisme, la droite dérive de plus en plus vers l'extrême droite. Cette extrême droite qui a le vent en poupe un peu partout dans le monde et notamment au états unis avec, Donald Trump qui, sans rire, se verrait bien prix Nobel de la paix. Lui qui ne connaît que la loi du plus fort et du plus armé.

Il est vraiment temps, de remettre au gout du jour le Pôle Public National de Défense pour réguler le commerce des armes et combattre le surarmement général dans le monde afin de réellement préserver la Paix, en privilégiant la diplomatie et la justice internationale face à la menace guerrière.

Et dans cette période difficile on assiste également à des attaques qui, si elles ne sont pas nouvelles, dépassent toutes celles déjà vécus et visent à détruire la Sécurité sociale qui fête ses 80 ans. La CGT qui elle fête ses 130 ans, continuera à se battre pour que notre Système de protection sociale perdure et progresse encore, dans l'intérêt de tous.

Nous devons faire grandir le rapport de force et le 2 octobre ne sera pas la dernière journée d'action et de manifestations. Mais ce n'est qu'avec toujours plus de participants, qu'on arrivera à stopper les régressions que veut nous imposer le Capital. Le 2 octobre était aussi le jour du congrès de l'USR, dont vous trouverez un petit compte rendu dans ce journal, ainsi que la déclaration de la CGT au conseil d'administration de la CPAM du Var qui s'est tenu le 20 octobre. Le 13 octobre a également eu lieu un rassemblement, en soutien d'un camarade au tribunal administratif de Toulon.

La prochaine journée d'actions et de manifestations aura lieu le 6 novembre. Soyons nombreux pour dire non à l'austérité et à l'injustice d'une politique qui refuse toujours, de faire payer les plus riches.

Alain Glemet
Secrétaire du syndicat

L'EMANCIPATEUR - Tel : 04 94 18 94 57 - Fax : 04 94 18 94 58

Adresse postale : Retraités CGT Var Mindef - 13 avenue Amiral Collet - 83000 Toulon

Email : retraitescgtvarmindef@gmail.com - Directeur de la publication : Patrick Buvat

N° CPPAP 0326S07751 - Journal édité par nos soins.

Un congrès de l'USR 83 au coeur de l'actualité et des luttes

Le congrès de l'Union Syndicale des Retraités-es du Var (USR 83), s'est tenu les 2 et 3 octobre 2025, au Brusc.

Notre syndicat était représenté par 13 délégués-es dont 4 d'entre-eux ont été élus à la commission exécutive. Les débats ont porté sur la situation nationale et internationale, sur les actions passées et à venir, sur la continuité syndicale et l'adhésion.

Une présentation sur la dette de la France nous a été faite par Patricia Téjas des finances.

La nouvelle Commission exécutive élue :

Cheinet Brigitte, secrétaire générale.

Aparis Alain, Bourgeois Thérèse, Bousquet Martine, **Cesana Daniel**, Constant Alain, Escudier Yvette, **Glemet Alain**, Lagier Thierry, Le Corre Christian, Le Polles Robert,

Luigi Dominique, Nazzi Nadine, Niedda Gérard, Spinosa Annie, **Vicens Jean-François**.

La nouvelle CFC :

Esmeric Michel, **Larcher Suzanne**, Squitiero Gérard



La délégation du syndicat (sauf Marc Mignot absent sur la photo) en compagnie de Richard Roméo-Giberti, secrétaire général de l'UD83.

Encore mobilisés-es le 2 octobre



Dans la continuité du 10 et 18 octobre 2025, les travailleuses et travailleurs, actifs et retraités se sont mobilisés le 02 octobre afin de maintenir la pression sur le président Macron et son futur choix de premier ministre.

Nous étions plus de 3000 à manifester dans le Var. Les travailleurs sont plus que jamais vent debout face au budget d'austérité présenté par le premier ministre sortant et sont mobilisés afin de gagner leurs revendications.

Seul bémol, le niveau de mobilisation inférieur aux deux journées précédentes. Le débat se poursuit donc sur la conduite des luttes : mobilisations perlées ? Actions et grèves reconductibles ?

Pendant ce temps, la CGT Energie reconduisait la grève le 2 octobre afin de contester les décisions prises par le gouvernement sortant, L'augmentation de la TVA des factures d'électricité, passé de 5,5% à 20% alors que 13 millions de français sont concernés par la précarité énergétique! est une énième provocation des serveurs du capital et des actionnaires.

Déclaration de la CGT au Conseil d'administration de la CPAM du Var du 20 octobre 2025

Le 4 octobre dernier, nous avons célébré les 80 ans de la Sécurité sociale. Une création majeure issue du programme du Conseil National de la Résistance, portée par les ordonnances de 1945.

Son ambition était claire : protéger l'ensemble de la population contre les aléas de la vie - maladie, vieillesse, accidents, maternité, famille - et mettre fin à la peur du lendemain. Basée sur la solidarité de classe et financée par les cotisations sociales, la Sécurité sociale a permis de sortir des logiques d'assurances privées, chères et inégalitaires, pour garantir à chacune et chacun des droits universels.

Aujourd'hui encore, elle demeure un pilier fondamental de notre modèle social.

Mais depuis le plan Juppé de 1995, les lois de financement de la Sécurité sociale n'ont cessé d'imposer des restrictions budgétaires.

Année après année, ces politiques d'austérité grignotent les droits des assurés et dégradent les conditions de travail des agents.

Et le projet de budget 2026 ne fait qu'accentuer cette dérive : le premier ministre Lecornu prévoit un budget d'austérité, avec 7,1 milliards d'euros d'économies sur la santé. C'est le pire budget pour la population du pays depuis des décennies, avec les mesures

suivantes :

- La limitation du premier arrêt à 15 jours seulement ;
- La remise en cause des arrêts longue maladie et des affections longue durée prises en charge à 100 % ;
- Le doublement des franchises médicales, de 50 à 100 euros ;
- La suppression de l'abattement fiscal de 10 % pour les retraités, alors même que leurs pensions sont désindexées ;
- Une année blanche pour toutes et tous ;
- Une nouvelle réduction du temps d'indemnisation du chômage ;
- La poursuite des suppressions de lits et de postes à l'hôpital public
- Et bien sûr, le refus d'abroger la réforme des retraites alors que 70 % de la population réclame l'abrogation de cette réforme qui nous vole deux ans de vie, abrogation réclamée par l'ensemble des organisations syndicales il y a encore quelques mois, abrogation et non pas suspension...

Ces mesures ne sont pas des ajustements techniques. **Elles traduisent une volonté politique assumée de remettre en cause la logique fon-**

datrice de la Sécurité sociale : « *De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins.* »

Face à cela, la CGT défend une toute autre vision. Nous portons la nécessité de :

- Préserver et améliorer les prestations sociales, financées par les cotisations ;
 - Mettre fin aux exonérations patronales, qui assèchent les ressources de la Sécu ;
 - Construire une fiscalité plus juste, sollicitant davantage les hauts revenus et les grandes entreprises ;
 - Refuser l'austérité qui sacrifie les salariés, les retraités et les plus précaires ;
 - Augmenter salaires et pensions, pour renforcer le financement par la cotisation ;
 - Rendre la gestion de la Sécurité sociale aux assurés eux-mêmes, comme le voulait le modèle d'origine.
- Le but étant d'aller vers un 100 % Sécu, pour un véritable remboursement intégral des soins.**

Pour les administrateurs CGT
Franck SERVEL

Le 6 novembre, à 10h30, on manifeste ! Rendez-vous parvis de la gare de Toulon

Le projet de budget 2026 du gouvernement « Lecornu 2 » c'est : l'augmentation générale des impôts via la CSG et le gel du barème de l'impôt, l'augmentation de l'imposition des retraités via la suppression de l'abattement de 10% et son remplacement par un abattement forfaitaire de 2000€, la baisse du pouvoir d'achat via une année blanche, une taxe sur les maladies de longue durée, le doublement des franchises sur les médicaments, les transports médicaux, et certains soins, la division par deux des efforts des grandes entreprises et des plus riches, pas de taxe Zucman, pas de réinstauration de l'ISF, une augmentation des cotisations des complémentaires santé, via une taxe de 1% sur les mutuelles et assurances privées.

Mobilisons-nous massivement CONTRE LE PROJET DE BUDGET 2026 et POUR EXIGER : la revalorisation de toutes les pensions de retraite de 10%, le maintien de l'abattement fiscal de 10%, l'abandon du doublement des franchises médicales, le maintien et le développement des services publics sur l'ensemble du territoire, l'abrogation de la réforme des retraites et le retour de la retraite à 60 ans.

Débat budgétaire à l'Assemblée Nationale... **Le révélateur de l'arnaque sociale du « Rassemblement national » !**

Alors que s'ouvre le débat parlementaire sur le budget 2026, le « vernis social » de l'extrême-droite s'écaille et sa vraie nature se dévoile un peu plus. Le R.N. assume (enfin !) son projet libéral et annonce voter contre la taxation des plus riches et pour la baisse des impôts sur les entreprises.

Mais l'examen du projet de budget se présente comme un « caillou dans la chaussure » pour le RN, qui aurait à coup sûr, préféré passer directement par la case élections législatives anticipées et éviter, avant les prochains scrutins ce qui va constituer un véritable révélateur de leur arnaque sociale.

En effet, ceux qui se présentent comme les vrais défenseurs des classes populaires et qui en réalité sont les soutiens zélés du Capital par leurs propositions de plus en plus « probusiness », vont devoir se positionner sur chaque mesure soumise au débat. Leur imposture sociale risquant d'apparaître au grand jour.

Les dirigeants de ce parti (Le Pen, Bardella et consorts) annoncent la couleur :

- Le RN votera contre la taxe Zucman et contre le retour de l'ISF.
- Le RN votera contre la suppression de la Flat-Tax, revendiquée par la gauche.
- Le RN veut baisser les impôts de production des entreprises plus fortement que la droite, soit 20 milliards d'euros de pertes fiscales pour l'Etat.
- Le RN veut supprimer chaque année pendant 5 ans, 20 milliards de dépenses publiques, se rapprochant ainsi de la macronie sur ce point. Il revendique désormais aussi la baisse du nombre de fonctionnaires. Tout ceci induisant automatiquement, la dévitalisation de nos services publics.
- La privatisation de l'audiovisuel pu-



blic, la politique publique du logement, les subventions aux associations et la formation professionnelle sont également dans le viseur du RN ;

Pour les cadres du RN : « Ce n'est pas en taxant les entreprises et les plus

riches qu'on va redresser le pays » ou encore : « La justice fiscale peut s'entendre, mais ce n'est pas ça qui va rétablir les comptes publics », mais aussi : « Il faut baisser la mauvaise dépense publique et la fiscalité ».

Par ailleurs, loin de leur revendication de la sortie de l'euro, ils revendiquent aujourd'hui de faire passer de déficit budgétaire sous les 3% du PIB et donc de suivre à la lettre le pacte budgétaire de la commission européenne, devenant de fait, un des partis les plus zélés pour l'application des injonctions de l'U.E et des milieux financiers.

Voilà des éléments qui devraient pourvoir lever quelques doutes, chez ceux qui pensent encore que notre salut arriverait par notre... Extrême-droite !

Michel RENOUF



Adesias, camarade Thierry

Certains le connaissaient sous le nom d'Astérix, d'autres sous le nom de « Pétard », son véritable patronyme était Thierry Vernier. Infatigable militant, il aura été de tous les combats, de toutes les luttes... Même ceux qui ne l'ont pas connu personnellement mais qui ont l'habitude de battre le pavé toulonnais lors des mobilisations l'ont forcément remarqué, debout sur le camion de l'Arsenal. Il n'avait pas son pareil pour actionner la corne de brume. C'était sa façon bien à lui de battre le rappel, de rameuter les troupes.

Thierry est parti pour son dernier voyage. Trop tôt, bien trop tôt. Rejoignant ainsi la longue liste de toutes celles et ceux qui auront marqué l'histoire du militantisme CGT de l'Arsenal.

Il nous est apparu incontournable de saluer sa mémoire dans ce journal, sa mémoire, mais aussi son combat pour la justice sociale.

Le pôle public national de défense... plus que jamais d'actualité !

Le 7 octobre dernier un article de l'Humanité titrait : LA CGT VEUT REPRENDRE LA MAIN SUR L'ARMEMENT.

L'article (très clair et fort bien rédigé, comme il se doit pour un article de l'Humanité) y exposait les positions de la CGT en matière d'armement, mais aussi et surtout en matière de Défense. Bien évidemment, le Pôle Public National de Défense y est largement évoqué. Vincent Hurel (membre du Comité Exécutif Fédéral et pilote du collectif PPND fédéral) le résume de façon très claire, il s'agit de : *créer une structure publique unique, financée par l'impôt, intégrant les activités strictement essentielles aux prérogatives de la défense nationale et garantissant la souveraineté de la France, dans le cadre d'une démocratie sociale.*

La structure publique unique évoquée par Vincent Hurel n'est autre que le Pôle Public Financier, lui aussi inscrit dans les repères revendicatifs de la CGT. Cette proposition d'un Pôle Public Financier (défendue par la CGT depuis plusieurs années) serait au service de l'intérêt général et du développement social. Et qui dit intérêt général et développement social induit une intervention ci-



toyenne. C'est en ce sens que le PPND serait placé sous contrôle parlementaire, des salariés et des citoyens. En termes clairs et au niveau de l'armement, si c'est le militaire qui exprime des besoins, c'est le citoyen qui définit les moyens.

On ne peut évoquer le PPND sans y adjoindre la démarche 4D.

La démarche 4D, rappelons-le, c'est Défense, Développement, Diversification, Désarmement. C'est ainsi que l'article évoque un autre objectif du PPND, celui de la promotion d'innovations civiles. Sylvain Delaitre, ancien ingénieur chez Thales évoque le secours et l'assistance aux populations ainsi que la surveil-

lance des territoires. En ce sens, le PPND serait aussi porteur d'une R&D duale (Recherche et Développement civil et militaire), mettant ainsi notre expérience et nos savoir-faire industriels au service du domaine médical, de la lutte contre les incendies, du contrôle du dérèglement climatique...

Le PPND est une revendication confédérale. Il est aussi une revendication fédérale. Il est inscrit dans le document d'orientation de l'UD CGT Var, de l'UL de Toulon, de l'USR. Il est porté dans notre propre document d'orientation. Il ne faut pas le laisser au stade de déclaration d'intention. Il est nécessaire que nous nous en emparions, que nous le popularisons, que nous exigions sa mise en place.

Sébastien Lecornu a déclaré au sujet de la guerre en Ukraine qu'elle était une opportunité et qu'il fallait l'assumer. Il a négligé de dire que la guerre est porteuse de mort...

Œuvrer au PPND, c'est promouvoir la paix et le désarmement. C'est promouvoir la vie.

Michel CANESTRELLI

Rassemblement de soutien devant le tribunal de Toulon

Nous étions une quinzaine ce lundi 13 octobre 2025 au Tribunal Administratif de Toulon.

A noter la présence de 6 camarades féminines dont 4 de l'ASAVA (qui œuvre également à ce que l'amiante soit reconnue en travaux insalubres) pour soutenir notre camarade Patrice Di Paolo qui comparaissait pour le problème récurrent des travaux insalubres non pris en compte.

Son dossier a été préparé de concert avec Henri Gramondo, Daniel Desmeules et notre avocat Me TIZOT qui était à "la barre" pour défendre les intérêts de Patrice.

Nous sommes allés plus loin dans la démarche en demandant à ce que les années d'amiante (Patrice était parti au titre de l'ASCAAA) soient reconnues au titre des travaux insalubres. Si cette reconnaissance était

actée par décision du TA de Toulon, cela pourrait faire "jurisprudence". Nous savons déjà que de nombreux dossiers de ce type seront déposés au TA pour l'année 2026.

Les trois cas précédents, amenés par notre syndicat, s'étant soldés par des victoires, nous croisons les doigts pour Patrice; nous vous tiendrons informés.

Myriam Pellat

Permanence/Accueil

Permanence/Accueil dans les locaux de Toulon à la bourse du Travail, 13 Avenue Amiral Collet.

Ça bouge ! Nous avons pu vous renseigner lors de ces permanences, et pas que. Vous êtes de plus en plus nombreux à nous solliciter et nous nous en félicitons.

Notre objectif étant toujours de répondre à vos attentes diverses (insalubres, retraites, administratif, etc...) et/ou simplement boire un café ensemble.

Ci-après les prochaines dates de permanences sur Toulon assurées par Jeff et Mimi.

Nous restons toutefois joignables hors de ces créneaux horaires.

ANNEE 2025

* **Jeudi 13 Novembre 2025** de 14H00 à 16H00

* **Jeudi 4 Décembre 2025** de 14H00 à 16H00

ANNEE 2026

* **Jeudi 22 Janvier 2026** de 14H00 à 16H00

* **Jeudi 19 Février 2026** de 14H00 à 16H00

* **Jeudi 26 Mars 2026** de 14H00 à 16H00

Jean-François Vicens :
06 22 90 63 31
@ : jef.toulon@gmail.com

Myriam Pellat :
06 36 96 11 70 / 07 61 25 72 00
@ : myriam.toulon@sfr.fr

Deux importantes publications de « *La vie Ouvrière* »

A l'occasion de l'anniversaire des 80 ans de la Sécu et de celui des 130 ans de la CGT, la V.O a réalisé deux numéros spéciaux de « La revue du travail et des luttes sociales ». A commander au syndicat (9,50 euros le numéro).



- Celui consacré à cette conquête révolutionnaire qu'est la Sécu, revient sur son histoire depuis sa création par Ambroise Croizat jusqu'aux combats d'aujourd'hui contre le Capital pour la préserver et la reconquérir. Il décrypte aussi la protection sociale dans le monde.

- Celui consacré aux 130 ans de notre CGT aborde notamment, les défis du syndicalisme, l'engagement dans les luttes et le militantisme aujourd'hui.



« La lutte est belle »

Un album/CD pour les 130 ans de la CGT !



Pour les 130 ans de la CGT, *La Vie Ouvrière* a créé l'album musical « *La lutte est belle* », pour faire vivre ou revivre les chants de luttes d'hier et d'aujourd'hui. Plus de 30 artistes se sont mobilisés (Gauvain Sers, Cali, Mathilde, Les Goguettes, Corinne Masiero entre autres...) et revisitent des classiques comme « l'internationale », « bella ciao » ou « debout les femmes » et proposent des créations originales inspirées de nos combats contemporains. UNE BELLE RÉUSSITE !

Le disque est disponible sur le site : nvoboutique.fr
Prix de vente : 20 euros.